

Intitulé de l'épreuve : Civilisation - Section MM04

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Résistances en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

Les 1600 frappes aériennes effectuées par l'armée israélienne au Liban le 23 septembre 2024 ont constitué par leur ampleur et leur bilan - 492 morts - une nouvelle escalade dans le conflit qui oppose depuis le 8 octobre 2023 l'Etat hébreu au Hezbollah libanais. Elle s'inscrit dans une confrontation plus large, entre l'Etat d'Israël d'une part et l'axe de la résistance d'autre part - nom donné par l'Iran à la coalition de groupes armés qu'il soutient au Moyen-Orient.

Cette actualité renouvelle de la notion de "résistance" dans les rhétoriques des forces politiques et armées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord la question : de terme résistance apparaît au XVI^e siècle pour désigner les protestants persécutés refusant d'abjurer leur foi. A partir du XIX^e siècle, l'essor des nationalismes comme des conquêtes coloniales le dote d'un nouveau sens, celui de l'opposition, armée ou non, de groupes d'individus à des pouvoirs jugés illégitimes.

La pluralité du terme interroge celle de ses acteurs, de leurs aïdes comme de leurs revendications.

Dans une région marquée, du Sahara Occidental au Kurdistan irakien, par l'autoritarisme, la faillite de certains Etats et la persistance de revendications nationales, les résistances se font à une large diversité de réalités. Leurs manifestations et leurs représentations comme leurs modes d'action renvoient aux mouvements indépendantistes - Polisario, PKK - aux forces politiques d'opposition, aux

contestation des politiques sécularisées et modernisatrices, aux mobilisations des sociétés civiles lors des printemps arabes comme aux factions armées terroristes en Lybie ou dans les territoires palestiniens. L'absence de définition juridique du terme favorise sa polyvalence.

La persistance des représentations et légitimations des résistances en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, par des acteurs étatiques ou non, et ses intégrations aux conflits régionaux interrogent son rôle dans les représentations des rapports de force régionale.

Quel rôle jouent les représentations et affirmations des résistances dans les rapports de forces intra et inter-étatiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ?

La dialectique résistances / répression a été centrale dans les processus de construction nationale des États en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (I).

Malgré la récupération du terme et le renouveau des résistances populaires lors des printemps arabes, la centralité accrue du conflit israélo-arabe occulte la diversité des résistances au profit de leur intégration dans "l'axe de la résistance". (II)

② La dialectique résistance / répression s'inscrit au cœur des processus de construction et de représentation étatique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

① Les identités nationales se sont forgées dans les résistances aux occupations étrangères.

Les occupations ottomane puis européenne ont constitué la matrice dans laquelle se sont données les frontières des États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Les premières contestations populaires - organisées constituent ainsi l'embryon d'affirmation des identités nationales arabes, turque ou arabisienne. Dès l'expédition de Bonaparte en Égypte (1799-1802) et les résistances égyptiennes s'opposent à l'occupation du pays. Sous l'ère coloniale, le refus d'un pouvoir occupant chrétien nourrit des résistances aux références islamiques fortes, accompagnées par un culte des martyrs, mêlant ainsi représentations religieuses et nationales. Tout au long des XIX^{ème} siècle et XX^{ème} siècle, les notions de "moudjahidin" et de "résistants" désignent les combattants opposés aux occupations coloniales indifféremment.

Si les résistances aux occupations coloniales et ottomane - le cas des nationalistes syriens et libanais perdus en mai 1917 - ont constitué le ferment idéologique des processus de construction des identités nationales une fois les indépendances acquises, la place occupée par la résistance dans l'identité nationale se révèle plus importante dans les pays décolonisés par la force. En Algérie (Harbi) ou pour les Palestiniens (Khalidi), le combat pour l'indépendance, l'expérience partagée de l'exil et de l'incarcération ont constitué les principaux leviers d'affirmation d'identité nationale. Les résistances aux occupations et à la colonisation constituent alors un élément structurant de l'identité nationale, la capacité à en contrôler la représentation devient alors pour les élites un puissant outil de légitimation dans les rapports de forces intra-étatiques.

Cette centralité des résistances dans l'affirmation des identités nationales et transnationales (panarabisme) arabes se manifeste à travers des références institutionnelles - jours fériés, noms de rue célébrant la résistance et la indépendance - culturelle - notamment par le soutien des régimes nassérien et baathiste irakien aux productions artistiques glorifiant la résistance - ou même vestimentaires (le keffiyeh palestinien), tandis que le drapeau arabe représente très largement les couleurs du drapeau de la révolte arabe du cheikh Hussein de 1915. Cette légitimation et représentation de la résistance est souvent le fait des élites gouvernementales, désireuses de légitimer par la célébration de la résistance des États aux frontières parfois contestées.

Enfin, la structure interne aux résistances nationales lors des processus d'accès à l'indépendance se répercutent dans l'organisation politique des États de la région. En Algérie, la capacité du Front de libération nationale à éliminer toute dissidence a conduit à sa domination sur les affaires de l'État après 1962, tandis que les références islamiques, socialistes et panarabes, reflète de ses soutiens internationaux, se sont faits au détriment des autres composantes kabyle ou séfarade de la population algérienne. À l'inverse, l'implication des factions palestiniennes dans l'Organisation de libération de la Palestine a longtemps reflété le divarisme politique, géographique et confessionnel de la société palestinienne.

B) La dérive autoritaire des États, légitimés par l'héritage de la résistance à la colonisation, a favorisé l'émergence de nouvelles revendications de résistances fragmentées.

L'accès au pouvoir des élites indépendantistes a renforcé leur légitimation par la résistance. L'élimination des opposants politiques, la répression et l'autoritarisme se sont faits au détriment de la réalité de la pluralité des forces engagées dans la colonisation. Surtout, ces régimes ont appuyé leur maintien au pouvoir en revendiquant la continuité de la résistance, contre les ennemis extérieurs, Israël, ou

Intitulé de l'épreuve :

Civilisation - Section MM014

Nombre de copies :

3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Les états occidentaux sont pour responsables des échecs économiques, sociaux et militaires des états nouvellement indépendants. D'outil d'émancipation politique, la représentation de la résistance devient dès lors un instrument de répression, légitimant le maintien des régimes autoritaires malgré leurs échecs intérieurs et internationaux - H. Bourguiba se maintenant ainsi au pouvoir jusqu'en 1987 en Tunisie.

Les résistances ont ainsi prises en charge par les autorités étatiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Leur rhétorique a fait en effet un usage de défense, particulièrement en matière de cohabitation persistante, face à Israël ou lors de la guerre Irak-Iran en 1980-1988. Cette prise en charge par les autorités ~~justifie~~ ~~justifie~~ se manifeste également dans la distribution des rentes, l'organisation de l'accès aux ressources de l'état, ou la distribution d'aides sociales quand celui-ci a fait défaut, comme c'est le cas au Liban. Dans le cas du conflit Iran-Irak, du Hezbollah libanais ou du Hamas palestinien, la participation, vers la mort - "le martyr" dans le cadre de la résistance - se révèle un outil de promotion sociale, de revenu - les indemnités versées aux familles des victimes par le Hamas ou le Hezbollah - permettant de contourner les difficultés économiques et sociales, et d'organiser la gestion clientéliste de affaires publiques.

Cette prise en charge de la résistance à Israël ou aux occupations étrangères, parfois bien après leur fin par les forces politiques nationales ne suffit cependant pas à marquer

N° 2
Sur 1,55

les fragilités internes des États. La répression des oppositions et des contestations favorise ainsi le recours par ces derniers à la force armée - la terreur - et la constitution de milices ou de groupes se revendiquant à leur tour de la résistance. Les résistances aux pouvoirs en place concernent initialement les minorités ethniques - Touaregs en Libye, Saharouis au Maroc - confessionnelles - chiites houthis au Yémen - ou nationales - Kurdes en Irak.

Les résistances internes aux États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient s'appuient ainsi sur la contestation du pouvoir en place, la marginalisation de certains groupes sociaux, ou le refus de réformes et de politiques modernisatrices seules jugées catégoriques aux valeurs religieuses. Elles sont aussi principalement le fait des Frères Musulmans - fondés en 1929 à Ismaïlia par Hassan el-Bana - , particulièrement actifs en Égypte, en Tunisie ou en Syrie, jusqu'à l'éclatement de l'insurrection de Hama en 1982. La dernière force politique de résistance pacifique et armée aux régimes de la région sont les partis communistes, qui y comptent en Israël, mobilisant largement dans les années 1960-1970. À partir des années 1980 cependant, les principales résistances internes aux régimes en place sont le fait de groupes se revendiquant de l'Islam politique, dans le courant de la Révolution islamique en Iran et de la nouvelle centralité économique du Golfe.

x

x

x

Les résistances au colonialisme ont donc constitué un élément structurant des processus d'affirmation identitaire de l'existence des États gouvernementaux à se capter la légitimité et à révéler abusive dans l'établissement des rapports de force intra-étatiques, favorisant la marginalisation de certains groupes sociaux et, du même coup, le développement de nouvelles formes de résistances à ces pouvoirs.

II — L'émergence et l'affirmation de résistances populaires
renouvelées les des printemps arabes est occultée par la centralité
renouvelée de l'axe de la résistance

A) Les printemps arabes ont ouvert un espace politique à de
nouvelles formes de résistances des sociétés civiles.

Alors que la représentation de la résistance avait été jusqu'en 2011 très largement monopolisée par les autorités des États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, pour se désigner que l'opposition à l'État d'Israël et la solidarité avec la question palestinienne, occultant les difficultés économiques des États, les printemps arabes ouvrent un nouvel espace politique aux résistances populaires des la région. La brutalité de la répression — l'Observatoire syrien des droits de l'homme estime à 150 000 le nombre de prisonniers détenus dans les prisons syriennes depuis 2011 — favorise une mutation des formes de résistances, hors des cadres des parties politiques et qui prend place notamment dans l'occupation des espaces publics (place Tahrir à Cairo).

Le renouvellement des formes de résistance dans les pays arabes en 2011 et en 2019 s'inscrit à la fois dans le récit national des luttes indépendantistes, tout en reprenant au compte des manifestants certains axes de légitimation des pouvoirs en place, en particulier la solidarité avec la question palestinienne. Si elle se réfère à la société civile, la vague de contestation met en lumière les forces d'opposition et de résistances aux régimes plus traditionnels — les Islamistes et les facteurs de gauche — auparavant réprimés et occultés, victorieux lors de premières actions organisées à partir de 2012.

Pourtant, ce renouvellement de résistances nationales, souvent au-delà des clivages confessionnels, se heurte à la répression et à l'échec politique des révolutions. La

faiblesse et l'englobement du Yémen, de la Libye et de la Syrie à partir de 2012 favorise la constitution de milices armées, renouvelant avec les traditions de luttes armées.

Si elle se révèle digne de la résistance, ces milices peuvent constituer des fronts politiques unifiés. Parfois, l'approvisionnement en armes et en financement favorise le recours à des puissances étrangères, transformant ces résistances auto-proclamées en charnière des puissances régionales.

La capacité à contrôler, armer ou légitimer des forces armées non gouvernementales a qualifié de résistance devant avoir à partir de 2012 un enjeu majeur des luttes d'influence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

La légitimation de l'action armée par la résistance ou sa délégitimation par le qualificatif de terrorisme devient dès lors un enjeu majeur d'ingérence. De la même manière que les puissances régionales s'étaient opposées au Liban de 1975 à 1990 par résistances

interposées (résistance chrétienne des forces libanaises, résistance du Hezbollah), l'appui aux factions armées se développe dans les territoires palestiniens, en Syrie, en Libye et en Irak. Enjeu de légitimation, la reconnaissance du qualificatif de résistance est aussi un enjeu économique, pour capter des financements ou se soustraire à d'éventuelles sanctions américaines aux conséquences financières et économiques importantes.

B L'échec des printemps arabes a abouti à un renouveau de la notion de résistance, désormais encadrée par l'Iran.

Les controverses récurrentes autour de l'appropriation et des manifestations des formes de résistances en Afrique du Nord et au Moyen-Orient a jeté le doute sur sa monopolisation par les régimes issus des indépendances. Malgré l'apogée ouvert par les printemps arabes, la militarisation de révoltes ou leur échec a effacé le visage des résistances populaires. La militarisation a surtout ouvert le champ à l'implantation et au développement de la rébellion de groupes soutenus

Intitulé de l'épreuve :

Combats - Sujet 1170A

Nombre de copies :

3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

par l'Iran : Houthis au Yémen, Hezbollah libanais, Hezbollah libanais au Liban et en Syrie, Jihad islamique palestinien dans le bande de Gaza. Malgré ses contestations des les Etats arabes, cette nébuleuse, qualifiée de "mouvement" ou "d'axe de la résistance" par la République islamique a imposé, dans les opinions régionales, sa prééminence d'icône et représente les résistances.

L'attaque déclenchée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, et le soutien militaire apporté par les Houthis yéménites et le Hezbollah libanais consécute cet axe. L'impunité des Etats arabes et turcs à répondre aux aspirations de leurs opinions contribue au succès populaire de cet "axe de la résistance". Surtout, il marque la réconciliation et l'intégration à une même coalition de forces auparavant antagonistes - le Hamas et le Hezbollah ayant combattu dans des camps opposés en Syrie. Le "d'axe de la résistance" réunit ainsi des factions armées auparavant rivales, tout en mobilisant une opinion publique favorable à la question palestinienne - dont témoignent les manifestations de solidarité en 2023 par exemple. Les résistances, plurielles et populaires qui se sont manifestées lors des printemps arabes sont ainsi intégrées dans ce nouvel ensemble.

Malgré ses faiblesses militaires et opérationnelles, "l'axe de la résistance" rappelle ainsi la

N°
3
T.../X

"guerre froide arabe", dans laquelle les États arabes progressistes alliés à l'Égypte de Nasser s'opposaient au "fort réactionnaire" (Abdel Nasser) soutenu par les États-Unis. Il reproduit également, à des degrés divers, de prétendre de instrumentaliser la résistance à l'occupation israélienne au profit des régimes en place. Au Yémen, en Irak, en Iran, en Syrie ou en Liban, la rhétorique de la résistance masque en effet les difficultés économiques réelles (N. Saïdi, 2021).

Cette unité des résistances d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient doit cependant être nuancée. D'une part, elle correspond, comme leur succès dans les opinions, à un moment conjoncturel de crise structurelle sévère. Les élections libanaises de mai 2022 ont témoigné du vif dans l'opinion du soutien à la coalition emmenée par le Hezbollah, sur fond de crise économique. Ensuite, dans les territoires occupés de Jordanie, la revendication de la mobilisation armée se fait à l'importantement dans le cadre de grandes mobilisations non-affiliées aux partis politiques palestiniens. Si "l'ère de la résistance" bénéficie ainsi d'une solidarité des représentations des résistances régionales, son influence réelle risque, à long terme, de s'en voir affaiblie par les difficultés économiques et les dynamiques observées par les sociétés civiles depuis 2011.

x

x

Les représentations et les affirmations des forces politiques se qualifiant de résistances s'est donc révélée étalée dans le constitutif des identités nationales, dans les rapports de force régionale comme dans la stabilité nationale et les ingérences. Malgré le développement de représentations diversifiées de résistances des sociétés civiles,

les usages récents actuels ont conduit à une monopolisation
du concept et de sa représentation par "l'ère de la résistance" ; du
fait de la centralité de la question galiléenne dans les
opinions régionales.

